

Les évolutions de l'agriculture en Guadeloupe : caractéristiques et enjeux

Marc MARDIVIRIN

Producteur de bananes, vice-président du CES, comité de Direction de l'ODEADOM, Guadeloupe

Analyser les évolutions de l'agriculture en Guadeloupe, suppose la compréhension du mode de formation historique de notre société. L'histoire a légué à la Guadeloupe des caractéristiques très spécifiques s'agissant de ses structures économiques.

L'agriculture en Guadeloupe est marquée par sa spécialisation et sa dépendance extérieure. Ces traits sont quasi permanents, quelle que soit la période historique, et nous en distinguerons quatre. Le principe de l'exclusif détermine l'activité économique. Toutes les ressources du territoire sont orientées pour réaliser une production tropicale à exporter vers la Métropole qui en assure la transformation ou la commercialisation. Du fait de la spécialisation, les échanges internes à l'économie du territoire sont très réduits. Les biens d'équipement et de consommation sont importés de la métropole, d'où une extrême dépendance.

Ces échanges avec la Métropole se font à travers un réseau de « commissionnaires » qui, vu leur position de force, prélèvent l'essentiel de la valeur ajoutée. Ce qui a pour conséquence, une très faible accumulation de capital au niveau des unités de production du territoire.

Au milieu du XIX^e siècle, l'économie de plantation esclavagiste, qui dure depuis deux cents ans, sombre dans la difficulté et agonise.

Les commissionnaires, de plus en plus puissants, et profitant de l'abondance de l'offre, font baisser les prix des produits exportés. Dans le même temps, ils augmentent le prix des équipements et autres produits importés.

En interne, les planteurs ont aussi des difficultés. Les coûts de production augmentent du fait, principalement, de la faible productivité du travail servile et de la forte résistance des esclaves. Les planteurs s'endettent à des taux usuraires auprès des commissionnaires, ce qui les mènent à la liquidation et à un fort mouvement de concentration de la propriété.

Pour l'agriculture en Guadeloupe, le milieu du XIX^e siècle marque un tournant. Avec l'abolition de l'esclavage, la révolution industrielle et l'expansion du capitalisme financier, la concentration de la propriété et de la production s'accroît, les usines centrales remplacent les anciennes sucreries et, surtout, l'économie agricole passe sous le contrôle de capitaux métropolitains, pour l'essentiel.

Le développement de la grande exploitation cannière, avec usine centralisée, s'accompagne de celui de la production de café, dans les zones de moyenne montagne, et surtout, de l'apparition d'une petite production diversifiée. C'est la naissance d'une petite paysannerie indépendante qui aura beaucoup de difficultés à se développer car elle n'a ni le foncier, ni les capitaux et aucune influence sur le négoce.

La première moitié du XX^e siècle a été la période la plus florissante pour l'agriculture en Guadeloupe. Les guerres et les crises économiques en Europe ont rendu les importations difficiles et chères.

Il fallait développer la production locale pour remplacer les produits qu'on ne pouvait pas importer. Beaucoup de ressources ont été réorientées vers des activités de substitution aux importations. La production agricole diversifiée a fleuri en particulier dans les décennies 30, 40 et 50. La consommation de produits agricoles bruts et de produits agro-alimentaires transformés s'est considérablement développée ; le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré pour dépasser 90 % en 1955, par exemple.

Il est essentiel de noter que le développement de la diversification ne s'est pas fait au détriment des cultures d'exportation. La production cannière s'est développée dans le même temps et la capacité de broyage des usines a augmenté. Il en est de même pour la production bananière qui, ayant remplacé les cultures arboricoles ravagées par le cyclone de 1928, s'est implantée dans tout le sud de la Basse-Terre.

La décennie 60, nouveau tournant, marque le début de l'actuelle période de régression de l'agriculture en Guadeloupe.

Les productions agricoles de la Métropole deviennent progressivement excédentaires. Les moyens de transport transatlantique se modernisent. Les revenus de transfert se développent, ce qui accroît la demande. Les importations de produits agricoles et de produits agro-alimentaires, en provenance de la Métropole se développent d'autant plus vite que la production locale ne peut faire face à cette concurrence.

L'industrie sucrière devient moins rentable du fait de l'abondance sur le marché européen et de l'augmentation des coûts de production en Guadeloupe, le capital métropolitain se dégage progressivement de cette industrie.

Les producteurs perdent confiance et, vu la faiblesse de leurs revenus délaissent cette production.

En application de la convention de Lomé, les importations en provenance des Etats ACP voisins viennent concurrencer très rudement les productions légumières et fruitières.

Récemment, au cours de la dernière décennie, du fait des difficultés d'écoulement sur le marché européen, la production bananière, elle aussi, est entrée dans une phase de régression. Les revenus s'amenuisent, l'endettement s'accroît, des entreprises ferment, la production diminue.

Les productions diversifiées, animales et végétales, malgré des efforts considérables, n'arrivent pas à se développer à cause de la concurrence des produits importés.

Régression des productions agricoles, augmentation des importations, le taux de couverture des importations par les exportations baisse régulièrement depuis les années 60 pour atteindre 9 % en 1999.

La situation actuelle est très contrastée. Les producteurs de canne, avec le développement de la mécanisation et l'amélioration du niveau de leurs revenus, voudraient reprendre confiance, mais, ils sont contraints à une programmation à court terme par référence à la gestion de l'outil industriel dont le fonctionnement est assuré par la période annuelle.

Les producteurs de banane voudraient bien croire en l'avenir de leur filière et se battre pour sauvegarder leur outil de travail mais, depuis trois ans, ils n'ont aucune visibilité de l'avenir, dans quelle mesure la nouvelle organisation du marché qui est en cours de négociation va les sacrifier un peu plus, pourront-ils écouler leur production et en tirer un revenu acceptable ? Toutes ces questions restent sans réponse aujourd'hui.

La diversification végétale fait preuve d'un grand dynamisme mais la concurrence des productions européennes et ACP est très forte. L'accord que l'Union européenne prépare au profit des PMA (Pays les moins avancés) aggravera cette concurrence par des pays où les coûts de la main-d'œuvre et des intrants sont de loin inférieurs à ce que nous supportons ici.

Malgré quelques résultats modestes, préservation des parts de marchés, la diversification végétale est loin de constituer une filière structurante en termes d'aménagement du territoire et de création d'emploi.

La diversification animale, dans le contexte actuel de crise de confiance à propos de la viande bovine, bénéficie d'une ouverture formidable. Il s'agit de pouvoir développer une production régulière et labellisée. Mais si les éleveurs savent produire, les relations avec les partenaires commerciaux devraient se fonder sur d'autres bases que l'alignement sur le moins disant.

Pour l'essentiel, les handicaps sont de trois ordres.

- La mauvaise maîtrise du foncier et l'insuffisance des infrastructures : dans les modes de faire-valoir, les archaïsmes persistent, tels l'indivision et le colonage. La réforme foncière traîne un solde de 30 % qui paraît incompréhensible. La SAU (Surface agricole utilisée) régresse de 1 000 ha par an. L'hydraulique agricole est loin d'être suffisante aussi bien en termes de réseau que de quantités.
- Le niveau élevé des coûts de production : plusieurs raisons expliquent le niveau élevé des coûts de toutes nos productions agricoles :
 - le prix élevé des facteurs de production (main-d'œuvre, consommations intermédiaires, capital) ;
 - la faible productivité du travail ;
 - la faible productivité des rendements liée aux méthodes utilisées et au vieillissement des exploitants, à l'insuffisance des moyens pour faire les traitements en temps utile, à l'insuffisance de l'hydraulique agricole, et aux aléas climatiques.
- Les difficultés de commercialiser à un prix rémunérateur : l'écoulement de la production est loin d'être garanti aussi bien, sur le marché local que sur le marché européen. Les prix de vente pratiqués ne permettent la remontée que d'une partie infime de la valeur ajoutée.

En plus des conséquences négatives de l'ouverture des frontières, au sein de l'Union européenne, et au profit des pays ACP, il existe une forte réticence de deux groupes de pression très puissants. Les commissionnaires qui, depuis trois siècles, commercialisent nos produits dans la Métropole et dans les autres Etats européens, et, qui font tout pour garder la mainmise sur cette commercialisation et ce faisant récupérer l'essentiel de la valeur ajoutée.

Les importateurs qui veulent conserver leurs marges et leurs marchés s'opposent à l'émergence d'une véritable production locale. Ces deux groupes de pression, très puissants, déploient des moyens considérables, et, il faut le dire, bénéficient d'une écoute particulière auprès des pouvoirs publics.

Il est clair que, livrés à eux-mêmes, les producteurs n'ont pas les moyens de s'opposer à une telle adversité.

Malgré tout cela, il existe des éléments positifs qui devraient permettre de développer une agriculture professionnelle et moderne destinée à assurer une couverture alimentaire substantielle aux populations locales et à augmenter les ressources à l'exportation.

Nous mentionnerons les principaux :

- la qualité des sols et les richesses en eau du territoire constituent des atouts indéniables ;
- la volonté des agriculteurs et en particulier des jeunes à développer et pérenniser leur activité ;
- l'évolution de la demande du consommateur qui de plus en plus intègre dans ses choix les notions de qualité, de sécurité, et de goût ;
- l'existence d'un pôle de recherche important (UAG, INRA, CIRAD) ;
- la nouvelle politique agricole française qui permet aujourd'hui de prendre en compte toutes les fonctions assumées par l'agriculteur.

Créer des richesses en participant au maintien de la cohésion sociale, au développement territorial équilibré et à la sauvegarde de l'environnement. Tels sont les enjeux.

L'objectif est de revitaliser et diversifier la production agricole, de gagner des parts sur le marché local et de favoriser le développement des exportations.

Pour cela, il faut redéfinir la place de l'agriculture dans notre société. Avec la mondialisation des échanges, le prix agricole sera fixé par le marché et aligné progressivement sur le moins disant social et environnemental. Redéfinir la place de l'agriculture dans notre société, c'est reconnaître qu'en plus de sa fonction économique, l'agriculteur assume une fonction sociale et une fonction territoriale, c'est admettre que le maintien d'une agriculture sur l'ensemble du territoire relève des politiques publiques.

Nous proposerons trois pistes qui nécessitent chacune un engagement fort de l'agriculteur et de la puissance publique.

- Maîtriser le foncier et améliorer les infrastructures. Compte tenu de la régression de la SAU et de la croissance de la population, la gestion du foncier agricole devrait relever de l'utilité publique. Abolition du colonage, accompagnement à la sortie de l'indivision, récupération des terres en friches, liquidation de la réforme foncière, préservation du foncier agricole, prévention du démembrement des GFA, et, bien sûr, poursuite des programmes d'amélioration foncière et d'irrigation.
- Restructurer la commercialisation pour une meilleure remontée de la valeur ajoutée. Il s'agit d'établir un nouvel arrangement avec les partenaires commerciaux, tant sur le marché local que sur le marché à l'exportation. Il est illusoire de penser que les producteurs, seuls, pourraient obtenir ce changement important. Il s'agit de remettre en cause la spécialisation et la dépendance qui durent depuis trois siècles. Et puis, les partenaires commerciaux disposent d'un pouvoir considérable. Les pouvoirs publics doivent contribuer à cette évolution.
- Améliorer les revenus des agriculteurs. Des revenus de misère n'ont jamais entraîné des professions fortes et dynamiques. Il s'agit d'améliorer les revenus liés à la fonction économique, prix tiré du marché et complément de prix ou aide compensatoire. Il s'agit aussi et surtout de prendre en compte et de rémunérer les autres fonctions assumées par l'agriculteur.

L'agriculture en Guadeloupe peut redevenir florissante, le producteur agricole le veut, le consommateur le souhaite. Tout dépend des politiques publiques.